

Questions orales

Ou alors, est-ce que le gouvernement appuie à contre-cœur le projet de gazoduc et des hydrocarbures en Alaska, en dépit de l'impact qu'il aura sur les caribous du côté canadien de la frontière?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, étant donné l'absence à la Chambre du ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources aujourd'hui, je prends note de la question et je me charge de la lui transmettre.

• (1150)

M. Jim Fulton (Skeena): Madame la Présidente, ce qui est regrettable, c'est que deux ministres responsables dans cette affaire sont assis aux premières banquettes.

Lundi, le Parti libéral est revenu sur sa position concernant le raccordement fixe de 1,5 milliard de dollars entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard en déclarant à la Chambre: «Nous voulons une évaluation complète des répercussions que la construction de ce pont peut avoir sur l'environnement.»

Le premier ministre suppléant soumettra-t-il ce projet à une telle évaluation ou laissera-t-il les travaux commencer comme cela s'est produit dans le cas du barrage sur la Oldman en Alberta, où il a fallu une ordonnance des tribunaux pour faire entreprendre une étude d'impact écologique qui sera suivie peut-être du démantèlement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, il est exact que les libéraux changent d'avis sur bien des choses. Le NPD aussi d'ailleurs.

J'ai remarqué aujourd'hui que le ministre du Développement économique de la Saskatchewan, qui s'oppose ardemment à l'Accord de libre-échange nord-américain et à l'Accord de libre-échange, s'était rendu au Mexique en compagnie d'une dizaine de personnes et qu'il s'était converti. Il soutient maintenant que l'Accord de libre-échange nord-américain est la meilleure chose qui puisse arriver à l'Ouest canadien.

Les conversions sont nombreuses et c'est dans ce contexte que je considère la question du député.

* * *

LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Madame la Présidente, j'aimerais poser une question au sujet des prêts aux étudiants à la secrétaire d'État ou au ministre qui répond en son nom.

Dans le budget de février 1992, on disait qu'il était possible que les frais d'administration de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants soient éliminés à la suite de négociations en vue de nouvelles modalités avec les banques canadiennes.

Le ministre pourrait-il nous dire si ces négociations sont suffisamment avancées pour qu'on puisse effectivement éliminer cette surtaxe de 3 p. 100?

L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté): Pas encore, madame la Présidente, mais les pourparlers avec les prêteurs sont déjà bien avancés. À ce qu'on me dit, une annonce sera faite quand ces pourparlers auront abouti.

* * *

LES PERSONNES ÂGÉES VICTIMES DE MAUVAIS TRAITEMENTS

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Madame la Présidente, ma question s'adresse à la ministre d'État (Troisième âge).

Les Canadiens sont de plus en plus conscients des problèmes associés aux mauvais traitements dont sont victimes les personnes âgées. Malgré cela, le gouvernement compte réduire de plus de 80 p. 100 les ressources consacrées au Programme d'aide à l'autonomie des aîné(e)s, spécialement conçu pour lutter contre les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées.

Comment la ministre justifie-t-elle une telle décision à ce stade?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures et ministre d'État (Troisième âge)): Madame la Présidente, le gouvernement que nous représentons a été un gouvernement très vigilant, et nous avons initié en 1988 une stratégie ayant trait aux besoins des personnes âgées. Nous avons, à l'intérieur de cette stratégie de cinq ans, développé toutes sortes de programmes qui doivent se faire en partenariat et en collaboration avec les organismes et les aînés eux-mêmes, y compris les excellents programmes ayant trait à la violence faite aux personnes âgées.

J'ai un document qui est prêt à être discuté au Cabinet, et nous avons bien l'intention de renouveler cette initiative, un renouvellement qui sera actualisé à partir des besoins contemporains de nos personnes âgées qui sont actives et qui savent maintenant prendre les responsabilités et partager leur quotidien à partir de leurs expériences.

[Traduction]

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Madame la Présidente, le gouvernement a réussi à trouver 21 millions de